

LE JOUR, 1951
5 DECEMBRE 1951

PROSE SYRIENNE

Il faut revenir ce matin sur la situation en Syrie.

Le motif déterminant qu'a donné le colonel Chichakly pour justifier son action est la double menace contre l'indépendance et la république. Car on ne peut pas se faire d'illusion. Si la Syrie devait un jour, même sous la forme de la monarchie personnelle, accepter l'autorité d'une dynastie étrangère, ce serait pour elle la dépendance au lieu de l'indépendance, et la subordination politique avec ses suites sur le plan social.

L'on s'imagine mal un pays comme la Syrie gouverné à partir de Bagdad, par exemple. Et l'on comprend les réactions de l'armée.

L'instabilité qui se voit en Syrie depuis deux ou trois ans a des causes plus profondes que des ambitions individuelles ou le désordre administratif. C'est le sort même de la nation qui est en jeu.

Les forces centrifuges qui se manifestent en Syrie ont leur point de départ dans la nature des choses. C'est pour cela qu'il faut les considérer avec appréhension et vigilance. Toutes les fois qu'une puissance militaire prendra du relief sur la frontière syrienne, la Syrie se trouvera en péril ; sans un gouvernement aussi ferme que clairvoyant et sage, les conquêtes et les partages sont dans son destin.

Pour échapper à la domination étrangère, et pour le bien de tous les pays arabes, la Syrie n'a qu'une ressource : prendre délibérément un visage méditerranéen ; autrement, tôt ou tard, elle s'expose au danger de ségrégation ou de disparition même. Dans d'autres directions, c'est le désert qui la couvre.

Ceux qui parlent de la Grande-Syrie ou du Croissant-Fertile ne voient pas qu'il n'y aurait plus de Syrie du tout si leurs désirs se réalisaient ; et la partie du Proche-Orient d'Asie la plus chargée de souvenirs, la plus riche en histoire, se trouverait incorporée à la caravane éternelle.

Cela, l'armée en Syrie le voit distinctement et pour cela il faut lui rendre hommage, tandis que les hommes politiques sollicités par les particularismes, les intérêts et les ambitions se perdent dans le rêve.

L'armée en Syrie connaît l'histoire alors que tout laisse croire que la plupart des politiciens l'ignorent. L'armée étudie les campagnes des grands généraux depuis l'antiquité la plus haute ; davantage depuis Alexandre, Annibal et César ; tandis que pour les civils, rien n'existait, semble-t-il, avant les Omeyyades d'ailleurs, dont la dynastie de Bagdad fit le carnage que l'on sait !

Ce que nous écrivons a pour objet de montrer que les interventions de l'armée en Syrie ne se confondent pas avec celles qu'on voit dans d'autres pays. Cela ne veut pas dire qu'elles nous jettent dans l'enthousiasme. Mais les pronunciamientos de ces dernières années, à Damas, ont un autre caractère que ceux dont les pays de langue espagnole ont une longue habitude. En Syrie, c'est vraiment l'existence de la nation qui est en jeu. Ce que l'armée défend, c'est la vie même de la nation, en face du fédéralisme ou de l'impérialisme vagues qui font

paradoxalement du monde arabe, en ce moment, un monde des Mille et une nuits et de tant de réveils douloureux.

L'attitude du colonel Chichakly et de ses amis est donc compréhensible et naturelle. Dans la diversité de la masse syrienne, elle tranche par son caractère positif, elle crie sa sincérité, elle s'affirme comme une question de vie et de mort.

Ce qu'on peut craindre, c'est que l'armée pactise maintenant avec des forces de dictature et de violence ; que, sous prétexte de progrès social, elle aille à des aventures démagogiques. Mais la réserve, la discrétion même avec lesquelles le colonel Chichakly opère, mais le fait qu'il demeure le modérateur en quelque sorte du régime qu'il crée, permettent d'espérer que la dure besogne politique à laquelle il se livre sera un travail constructif.

De l'orientation de la politique extérieure de la Syrie dépend l'orientation économique, sociale, intellectuelle du voisin que nous fréquentons le plus intimement.

Notre vœu est que la Syrie mette désormais délibérément la réalité au-dessus du vocabulaire ; et qu'elle comprenne que si elle perd tout en perdant son indépendance, elle ne peut non plus, économiquement ni socialement, vivre dans la solitude.

Pour que la Syrie vive et prospère, il faut que sa politique générale se rapproche de la nôtre. Nous voyons cela depuis longtemps au Liban.